

JOURNAL OFFICIEL
DE LA
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Cabinet du Président de la République



- CONFERENCE SUR LA PAIX, LA SECURITE ET LE DEVELOPPEMENT DANS LES PROVINCES DU NORD-KIVU ET DU SUD-KIVU
- ACTES D'ENGAGEMENT
- PROGRAMME NATIONAL DE SECURISATION, PACIFICATION, STABILISATION ET RECONSTRUCTION DES PROVINCES DU NORD-KIVU ET DU SUD-KIVU, DENOMME « **PROGRAMME AMANI** »

Textes organiques et nominations.

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Conditions d'abonnement, d'achat du numéro et des insertions

Les demandes d'abonnement ainsi que celles relatives à l'achat de numéros séparés doivent être adressées au Service du Journal Officiel, Cabinet du Président de la République, B.P. 4117, Kinshasa 2.

Les montants correspondant au prix de l'abonnement, du numéro et des insertions payantes sont payés suivant le mode de paiement des sommes dues à l'Etat.

Les actes et documents quelconques à insérer au Journal Officiel doivent être envoyés au Journal Officiel de la République Démocratique du Congo, à Kinshasa/Gombe, Avenue Colonel LUKUSA n° 7, soit par le Greffier du Tribunal s'il s'agit d'actes ou documents dont la loi prescrit la publication par ses soins, soit par les intéressés s'il s'agit d'acte ou documents dont la publication est faite à leur diligence.

Les abonnements sont annuels ; ils prennent cours au 1er janvier et sont renouvelables au plus tard le 1^{er} décembre de l'année précédant celle à laquelle ils se rapportent.

Toute réclamation relative à l'abonnement ou aux insertions doit être adressée au Service du Journal Officiel, B.P. 4117, Kinshasa 2.

SOMMAIRE

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

20 décembre 2007

- Ordonnance n°07/075 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu 5

06 janvier 2008

- Ordonnance n° 08/002 modifiant et complétant l'Ordonnance n° 07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu 6

23 janvier 2008

- Actes d'engagement 7

02 février 2008

- Ordonnance n° 08/008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI » 17

28 février 2008

- Ordonnance n° 08/018 portant nomination du Coordonnateur National du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI » 22

20 mars 2008

- Ordonnance n° 08/023 modifiant et complétant l'Ordonnance n° 08/008 du 02 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI » 23
- Organigramme du Programme AMANI 26
- Ordonnance n° 08/024 portant nomination du Secrétaire Permanent et du Secrétaire Permanent Adjoint du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI » 27
- Ordonnance n° 08/025 portant nomination des Coordonnateurs Nationaux Adjointes et des Secrétaires Permanents des Commissions Techniques du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI » 28
- Ordonnance n° 08/026 portant nomination du Président et des autres animateurs de la Commission Technique Mixte Paix et Sécurité du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI » 29
- Ordonnance n° 08/027 portant nomination des membres des Comités Provinciaux de Gestion du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI » 32
- Ordonnance n° 08/028 portant nomination des Coordonnateurs et Coordonnateurs Adjointes des Observatoires du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI » 33

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Ordonnance n°07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Le Président de la République ;

Vu la Constitution spécialement en ses articles 79 et 91 ;

Vu l'Ordonnance n°07/017 du 3 mai 2007 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi que entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°071/018 du 16 mai 2007 fixant les attributions des Ministères ;

Vu les décisions du Conseil des Ministres notamment celles du 16 mai 2007, du 14 et 21 septembre 2007 et du 11 décembre 2007, relatives à l'organisation d'une Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ;

Vu les conclusions de la réunion des notables du Nord-Kivu et du Sud-Kivu tenue en date du 17 décembre 2007 et soumises au Chef de l'Etat en date du 18 décembre 2007 ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

Sur proposition du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité ;

Le Conseil des Ministres entendu :

O R D O N N E

Article 1er :

Il est convoqué à Goma, chef-lieu de la Province du Nord-Kivu, une Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, du 27 décembre 2007 au 5 janvier 2008.

Article 2 :

La Conférence a pour objet de réfléchir et de faire des propositions au Gouvernement de la République sur les voies et moyens de jeter les bases d'une paix durable et d'un développement intégral dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Article 3 :

L'organisation et le fonctionnement de la Conférence sont fixés par le Règlement Intérieur adopté par l'Assemblée plénière de la Conférence.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'organisation et au déroulement de la conférence sont à charge du Trésor Public.

Article 5 :

Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur Décentralisation et Sécurité, le Ministre des Finances ainsi que le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 20 décembre 2007

Joseph KABILA KABANGE

Antoine GIZENGA

Premier Ministre

Ordonnance n° 08/002 du 06 janvier 2008 modifiant et complétant l'Ordonnance n° 07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu

Le Président de la République,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 79 et 91 ;

Vu l'Ordonnance n° 07/017 du 03 mai 2007 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 08/001 du 03 janvier 2008 portant nomination des membres du Bureau de la Conférence, du Comité des Sages, du Panel des Modérateurs, du Secrétariat Technique et des Bureaux des Ateliers provinciaux de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ;

Revu l'Ordonnance n° 07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, spécialement en son article 1^{er} ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

Sur proposition du Bureau de la Conférence ;

O R D O N N E

Article 1er :

La durée des travaux de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu est prorogée de quinze jours au plus, à dater du 06 janvier 2008.

Article 2 :

Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité, le Ministre des Finances ainsi que le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Lubumbashi le 06 janvier 2008

Joseph KABILA KABANGE

Antoine GIZENGA

Premier Ministre

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

ACTE D'ENGAGEMENT

Nous,

- CNDP, Mouvement Politico-Militaire,
- PARECO/FAP,
- MAI-MAI KASINDIEN,
- MAI-MAI KIFUAFUA,
- MAI-MAI VURONDO,
- MAI-MAI MONGOL,
- UJPS,
- MAI-MAI RWENZORI,
- et SIMBA,

avec l'engagement solennel des Représentants de la Communauté Internationale, facilitateurs du présent acte d'engagement - les Nations-Unies, la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Africaine, l'Union Européenne et du Gouvernement, spécialement en ce qui concerne l'article 4,

1. Saisissant cette chance historique ;
2. Réitérant notre attachement aux principes proclamés et garantis par la Constitution et les lois de la République Démocratique du Congo ;
3. Soulignant la nécessité d'un retour rapide, durable et définitif à la paix et à la sécurité pour permettre le développement intégral du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ;
4. Décidés à participer à la pacification, à la sécurisation et à la restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue de la Province du Nord-Kivu ;
5. Déplorant profondément l'insécurité qui prévaut depuis longtemps dans la Province du Nord-Kivu ; provoquant des déplacements massifs des populations et d'énormes souffrances parmi les civils ainsi que des violations massives des droits de l'Homme ;
6. Proclamant notre engagement à respecter la Résolution pertinente de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, Résolution relative à la paix et à la fin de la guerre pour le développement durable de la province ainsi que toutes les autres résolutions et recommandations adoptées à Goma par la susdite Conférence ;
7. Considérant le caractère urgent et prioritaire de la mise en oeuvre de la susdite Résolution et de la Conférence.

Prenons les engagements suivants :

Article I : Du cessez-le-feu

1. Arrêt total et immédiat :
 - Des hostilités sur toute l'étendu de la Province du Nord-Kivu ;
 - De tous les actes de violence ;
 - De tous les mouvements et renforts militaires ;
 - Ainsi qu'à tout nouveau recrutement.

Dès la signature du présent acte d'engagement, ordre formel de cessation des hostilités sera donné à nos troupes respectives par écrit avec copie aux Nations-Unies, à la SADC et à la CEEAC.

2. Abstention de poser des actes nuisibles à la paix et la sécurité, entre autres :
 - Toute attaque, tout acte de provocation ou de sabotage ;
 - Tout propos ou toute déclaration de nature à favoriser la reprise des hostilités ;
 - Toute tentative d'occupation de nouvelles positions sur le terrain et de mouvement des forces et des équipements militaires d'un endroit à l'autre ;
 - L'approvisionnement en armes, munitions et autres matériels militaires ;
 - Toute action susceptible d'entraver l'évolution du processus d'instauration de la paix et de la sécurité dans le Nord-Kivu.

Article II : Du désengagement des troupes CNDP, PARECO/N-K, Mai-Mai Kasindien, Mai-Mai Kifuafula, Mai-Mai Vurondo, Mai-Mai Mongol, UJPS, Mai-Mai Rwenzori et Simba, de la création des zones démilitarisées pour les FARDC, du brassage, de l'intégration et du PNDDR.

Une Commission Technique mixte Paix et Sécurité, sous la coprésidence du Gouvernement et de la facilitation Internationale de cet engagement, sera légalement instituée par le Gouvernement pour examiner et finaliser les questions ci-après, notamment :

- Ordre formel aux troupes de cesser les hostilités sur tous les terrains militaires ;
- Localisation géographique des groupes armés (positions exactes sur une carte) ;
- Détermination des zones de désengagement et de tampon ;
- Demande de déploiement des observateurs de la MONUC pour surveiller le cessez-le-feu ;
- Demande de renforcement de la présence de la MONUC pour la sécurisation des civils et de l'opération de redéploiement des troupes des groupes armés vers les centres de transit ;
- Début de mise en oeuvre du plan issu du communiqué conjoint de Nairobi sur le désarmement et rapatriement des groupes armés étrangers ;
- Définition de l'itinéraire de redéploiement des groupes armés vers les centres de transit (1er mouvement) et vers les centres de brassage ou de démobilisation (2ème mouvement) et, en cas de nécessité, suivi de leur formation et instruction ;
- Détermination des modalités du brassage en tenant compte de la présence des groupes armés étrangers visés par le Communiqué conjoint de Nairobi du 09 novembre 2007 ;
- Demande de déploiement de la MONUC dans tous les territoires occupés par le CNDP, le PARECO/N-K, les Mai-Mai Kasindien, les Mai-Mai Kifuafula, les Mai-Mai Vurondo, les Mai-Mai Mongol, l'UJPS, les Mai-Mai Rwenzori et les Simba ;
- Rétablissement de l'autorité de l'Etat (Police, Administration et Justice) ;
- Intégration dans l'armée régulière ;
- Démobilisation et réinsertion sociale ;
- Respect des activités de DDR débouchant, soit au brassage dans le cadre de l'intégration au sein des FARDC, soit à la démobilisation et à la réinsertion dans le cadre d'un retour définitif à la vie civile, étape essentielle dans le processus de pacification et de sécurisation effective de la Province du Nord-Kivu ;
- Participation, sans réserve du CNDP, du PARECO/N-K, des Mai-Mai Kasindien, des Mai-Mai Kifuafula, des Mai-Mai Vurondo, des Mai-Mai Mongol, de l'UJPS, des Mai-Mai Rwenzori et de Simba et conformément à la législation nationale, à la mise en oeuvre du plan d'intégration des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et au Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (PNDDR) ;
- Communication, dès la signature du présent Acte, conformément au chronogramme mis en place par la Commission ad hoc avec l'assistance de la Communauté Internationale, des listes des effectifs et des armes, ainsi que leurs emplacements.

Pour ce faire, il sera institué, au sein de cette Commission, deux Sous-Commissions suivantes :

a) *Sous-Commission Militaire Mixte, chargée de :*

- désengagement ;
- brassage ;
- démobilisation ;
- réinsertion sociale ;

b) *Sous-Commission Humanitaire et Sociale chargée de :*

- questions des déplacés internes ;
- questions des réfugiés.

Article III : Des principes humanitaires et du respect des droits de l'Homme

Observation stricte des règles du droit international humanitaire et des droits de l'Homme, notamment :

- Arrêt des actes de violence, d'exaction, de discrimination et d'exclusion, sous toutes formes, à l'égard des populations civiles, particulièrement les femmes et les enfants, les personnes âgées et les personnes avec handicaps ;
- Libération des personnes détenues ou prises en otage pour délit d'opinion ou d'appartenance aux organisations insurrectionnelles ;
- Remise à leur propriétaires, personnes physiques ou morales de leurs biens ;
- Le retour des réfugiés au pays sous la supervision de la tripartite HCR - Gouvernement de la RDC et Gouvernement du pays d'asile (Burundi, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) selon un calendrier adopté par la Commission Technique Humanitaire et Sociale ;
- La mise en place d'une Commission chargée de superviser le retour des déplacés internes et leur réinstallation dans leurs milieux d'origine avec la collaboration des Nations-Unies et des autres organisations à caractère humanitaire ;
- Création des conditions favorables à la fourniture de l'aide humanitaire et de l'aide d'urgence aux populations civiles ;
- Interdiction de tout recrutement et promotion particulière des droits des enfants en zones de conflits (ou post-conflits) ;
- Libre circulation des biens et des personnes ainsi que la suppression des barrières routières irrégulières.

Article IV : Mesures de garanties politiques et judiciaires

Le Gouvernement de la RDC, prenant acte de cet engagement et à la demande du CNDP, mouvement politico-militaire, du PARECON/N-K, des Mai-Mai Kasindien, des Mai-Mai Kifuafula, des Mai-Mai Vurondo, des Mai-Mai Mongol, de l'UJPS, des Mai-Mai Rwenzori et du Simba ; s'engage, conformément à la recommandation pertinente de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu :

1. à présenter au Parlement un projet de loi d'amnistie pour faits de guerre et insurrectionnels, couvrant la période de juin 2003 à la date de la promulgation de la loi, en ce non compris les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide ;
2. à instituer une Commission Technique par l'Ordonnance du Président de la République pour notamment finaliser le plan de désengagement, les questions de grades, d'intégration et d'encadrement des démobilisés ;
3. à décréter et à respecter le cessez-le-feu, tel que stipulé à l'article 1 ;
4. à créer une zone démilitarisée pour permettre notamment le déploiement des observateurs de la MONUC et la sécurisation du retour des déplacés ;
5. à s'abstenir de tout appui ou tout soutien militaire et logistique aux groupes armés nationaux et étrangers ou d'en requérir un appui quelconque à l'armée régulière ;
6. les signataires du présent acte d'engagement affirment que les facilitateurs internationaux sont à la fois observateurs et garants de sa bonne fin, notamment à travers la Commission Technique prévue à l'article 2.

Fait à Goma, en autant d'exemplaires que des parties, le 23 janvier 2008.

POUR

1. Le Congrès National pour Défense du Peuple, CNDP
Mr Kambasu Ngeve
2. La PARECO/FAP,
Mme Sophie Bwiza B.
Mr Mathe Sikuli
Mr Sendugu Museveni
3. Les Mai-Mai Kasindien,
Mr Vita Kitambala
4. Les Mai-Mai Kifuafua,
- Axe *Walikale*
Mr Bikoy Mukongo
- Axe *Ufamandu/Masisi*
Mr Didier Bitaki Weteshe
5. Les Mai-Mai Vurondo,
Mr Kambilibaya Sindani
6. Les Mai-Mai Mongol,
- Mr F. Miganda Garaga
- Mr D. Habyara Shobora
7. L'UJPS,
Mr Tumaini Byamungu E.
8. Les Mai-Mai Rwenzori,
Mr Kasereka Matabishi
9. Le Simba,

Mr Hodaf Mungo Kalinda

Mr Kakuru Kika D.

POUR LE GOUVERNEMENT

- Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité
S.E. Denis Kalume Numbi

POUR LA CONFERENCE

1. Le Président de la Conférence,
Mr l'Abbé Apollinaire Malumalu
2. Le Président du Comité des Sages,
Honorable Vital Kamerhe
3. Le Coordonnateur Adjoint du Panel des Modérateurs,
Mr Azarias Ruberwa Manyua
4. Délégation du Nord-Kivu
Le Gouverneur
Mr Julien Paluku Kahongya
Le Vice-Président de l'Assemblée Provinciale,
Honorable Mukinti Baumbilia
5. Délégation du Sud-Kivu
Le Gouverneur a.i.
Mr Watunakanza B. Bernard
Le Président de l'Assemblée Provinciale
Honorable Baleke Kadudu Emile

LES FACILITATEURS INTERNATIONAUX :

- | | |
|---|--------------------------|
| - Pour les Nations-Unies | : Mr Alan Doss |
| - Pour l'Union Européenne | : Mr Roeland van de Geer |
| - Pour les Etats-Unis d'Amérique | : Mr Tim Shortley |
| - Pour l'Union Africaine | : Mr Pierre Yere |
| - Pour la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs | : Mme Liberata Mulamula |

LES TEMOINS NATIONAUX :

Pour les Chefs Coutumiers,

- | | |
|-------------|---------------------------------------|
| - Sud-Kivu | : Mwami Kabare Rugemaninzi II Nabushi |
| - Nord-Kivu | : Mwami Alexandre Muhindo Mukosasenge |

POUR LA SOCIETE CIVILE :

- Délégation Nationale : Mr Kibiswa Kwabene Naupess
- Sud-Kivu : Mr Birhingwa Mugabo Cyprien
- Nord-Kivu : Mr Jason Luneno Maene

POUR LE SECTEUR PRIVE :

- FEC Sud-Kivu : Mr Mudekereza Namegabe
- FEC Nord-Kivu : Mr Désiré Segahungu

POUR LES CONFESSIONS RELIGIEUSES :

- Eglise Catholique : + Théophile Kaboy
 - Eglise du Christ au Congo : Ev. Songou Nathalis
 - Eglise Orthodoxe : Pr. Fumunzanza Gimuanga
 - Eglise Kimbanguiste : Rév. Sakuameso Raphaël
 - Eglise du Réveil : Ev. Ntambwe Mumpempe
 - Communauté Islamique : Iman Rachidi Moussa
 - Eglise Indépendante du Congo : S.E. Simon Nzinga M.
 - Armée du Salut : Major Gracia Matondo
-

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

ACTE D'ENGAGEMENT

Nous,

- FRF,
- GROUPE YAKUTUMBA,
- GROUPE ZABULONI,
- MAI-MAI KIRIKICHO,
- PARECO/S-K,
- RAIA MUTOMBOKI,
- MAI-MAI NY'KIRIBA,
- MAI-MAI KAPOPO,
- MAI-MAI MAHORU,
- MAI-MAI SHIKITO,
- MUDUNDU 40,
- SIMBA MAI-MAI,
- et MAI-MAI SHABUNDA

avec l'engagement solennel des Représentants de la Communauté Internationale, facilitateurs du présent acte d'engagement - les Nations-Unies, la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Africaine, l'Union Européenne et du Gouvernement, spécialement en ce qui concerne l'article 4,

1. Saisissant cette chance historique ;
2. Réitérant notre attachement aux principes proclamés et garantis par la Constitution et les lois de la République Démocratique du Congo ;
3. Soulignant la nécessité d'un retour rapide, durable et définitif à la paix et à la sécurité pour permettre le développement intégral du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ;
4. Décidés à participer à la pacification, à la sécurisation et à la restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue de la Province du Sud-Kivu ;
5. Déplorant profondément l'insécurité qui prévaut depuis longtemps dans la Province du Sud-Kivu ; provoquant des déplacements massifs des populations et d'énormes souffrances parmi les civils ainsi que des violations massives des droits de l'homme ;
6. Proclamant notre engagement à respecter la Résolution pertinente de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, Résolution relative à la paix et à la fin de la guerre pour le développement durable de la province ainsi que toutes les autres résolutions et recommandations adoptées à Goma par la susdite Conférence ;
7. Considérant le caractère urgent et prioritaire de la mise en oeuvre de la susdite Résolution et de la Conférence.

Prenons les engagements suivants :

Article I : Du cessez-le-feu

2. Arrêt total et immédiat :

- Des hostilités sur toute l'étendu de la Province du Sud-Kivu ;
- De tous les actes de violence ;
- De tous les mouvements et renforts militaires ;
- Ainsi qu'à tout nouveau recrutement.

Dès la signature du présent acte d'engagement, ordre formel de cessation des hostilités sera donné à nos troupes respectives par écrit avec copie aux Nations-Unies, à la SADC et à la CEEAC.

3. Abstention de poser des actes nuisibles à la paix et la sécurité, entre autres :

- Toute attaque, tout acte de provocation ou de sabotage ;
- Tout propos ou toute déclaration de nature à favoriser la reprise des hostilités ;

- Toute tentative d'occupation de nouvelles positions sur le terrain et de mouvement des forces et des équipements militaires d'un endroit à l'autre ;
- L'approvisionnement en armes, munitions et autres matériels militaires ;
- Toute action susceptible d'entraver l'évolution du processus d'instauration de la paix et de la sécurité dans le Sud-Kivu.

Article II : Du désengagement des troupes des FRF, Groupe Yakutumba, Groupe Zabuloni, Mai-Mai Kirikicho, PARECO/S-K, Raia Mutomboki, Mai-Mai Ny'kiriba, Mai-Mai Kapopo, Mai-Mai Mahoro, Mai-Mai Shikito, Mudundu 40, Simba Mai-Mai et Mai-Mai Rutambuka, de la création des zones démilitarisées pour les FARDC, du brassage, de l'intégration et du PNDDR.

Une Commission Technique mixte Paix et Sécurité, sous la coprésidence du Gouvernement et de la facilitation Internationale de cet engagement, sera légalement instituée par le Gouvernement pour examiner et finaliser les questions ci-après, notamment :

- Ordre formel aux troupes de cesser les hostilités sur tous les terrains militaires ;
- Localisation géographique des groupes armés (positions exactes sur une carte) ;
- Détermination des zones de désengagement et de tampon ;
- Demande de déploiement des observateurs de la MONUC pour surveiller le cessez-le-feu ;
- Demande de renforcement de la présence de la MONUC pour la sécurisation des civils et de l'opération de redéploiement des troupes des groupes armés vers les centres de transit ;
- Début de mise en oeuvre du plan issu du communiqué conjoint de Nairobi sur le désarmement et rapatriement des groupes armés étrangers ;
- Définition de l'itinéraire de redéploiement des groupes armés vers les centres de transit (1er mouvement) et vers les centres de brassage ou de démobilisation (2ème mouvement) et, en cas de nécessité, suivi de leur formation et instruction ;
- Détermination des modalités du brassage en tenant compte de la présence des groupes armés étrangers visés par le Communiqué conjoint de Nairobi du 09 novembre 2007 ;
- Demande de déploiement de la MONUC dans les territoires occupés par FRF, Groupe Yakutumba, Groupe Zabuloni, Mai-Mai Kirikicho, PARECO/S-K, Raia Mutomboki, Mai-Mai Ny'kiriba, Mai-Mai Kapopo, Mai-Mai Mahoro, Mai-Mai Shikito, Mudundu 40, Simba Mai-Mai et Mai-Mai Rutambuka ;
- Rétablissement de l'autorité de l'Etat (Police, Administration et Justice) ;
- Intégration dans l'armée régulière ;
- Démobilisation et réinsertion sociale ;
- Respect des activités de DDR débouchant, soit au brassage dans le cadre de l'intégration au sein des FARDC, soit à la démobilisation et à la réinsertion dans le cadre d'un retour définitif à la vie civile, étape essentielle dans le processus de pacification et de sécurisation effective de la Province du Sud-Kivu ;
- Participation, sans réserve du FRF, Groupe Yakutumba, Groupe Zabuloni, Mai-Mai Kirikicho, PARECO/S-K, Raia Mutomboki, Mai-Mai Ny'kiriba, Mai-Mai Kapopo, Mai-Mai Mahoro, Mai-Mai Shikito, Mudundu 40, Simba Mai-Mai et Mai-Mai Rutambuka et conformément à la législation nationale, à la mise en oeuvre du plan d'intégration des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et au Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (PNDDR) ;
- Communication, dès la signature du présent Acte, conformément au chronogramme mis en place par la Commission ad hoc avec l'assistance de la Communauté Internationale, des listes des effectifs et des armes, ainsi que leurs emplacements.

Pour ce faire, il sera institué, au sein de cette Commission, deux Sous-Commissions suivantes :

a) *Sous-Commission Militaire Mixte, chargée de :*

- désengagement ;
- brassage ;
- démobilisation ;
- réinsertion sociale ;

b) *Sous-Commission Humanitaire et Sociale chargée de :*

- questions des déplacés internes ;
- questions des réfugiés.

Article III : Des principes humanitaires et du respect des droits de l'Homme

Observation stricte des règles du droit international humanitaire et des droits de l'Homme, notamment :

- Arrêt des actes de violence, d'exaction, de discrimination et d'exclusion, sous toutes formes, à l'égard des populations civiles, particulièrement les femmes et les enfants, les personnes âgées et les personnes avec handicaps ;
- Libération des personnes détenues ou prises en otage pour délit d'opinion ou d'appartenance aux organisations insurrectionnelles ;
- Remise à leurs propriétaires, personnes physiques ou morales de leurs biens ;
- Le retour des réfugiés au pays sous la supervision de la tripartite HCR - Gouvernement de la RDC et Gouvernement du pays d'asile (Burundi, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) selon un calendrier adopté par la Commission Technique Humanitaire et Sociale ;
- La mise en place d'une Commission chargée de superviser le retour des déplacés internes et leur réinstallation dans leurs milieux d'origine avec la collaboration des Nations-Unies et des autres organisations à caractère humanitaire ;
- Création des conditions favorables à la fourniture de l'aide humanitaire et de l'aide d'urgence aux populations civiles ;
- Interdiction de tout recrutement et promotion particulière des droits des enfants en zones de conflits (ou post-conflits) ;
- Libre circulation des biens et des personnes ainsi que la suppression des barrières routières irrégulières.

Article IV : Mesures de garanties politiques et judiciaires

Le Gouvernement de la RDC, prenant acte de cet engagement et à la demande du FRF, Groupe Yakutumba, Groupe Zabuloni, Mai-Mai Kirikicho, PARECO/S-K, Raia Mutomboki, Mai-Mai Ny'kiriba, Mai-Mai Kapopo, Mai-Mai Mahoro, Mai-Mai Shikito, Mudundu 40, Simba Mai-Mai et Mai-Mai Rutambuka ; s'engage, conformément à la recommandation pertinente de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu :

1. à présenter au Parlement un projet de loi d'amnistie pour faits de guerre et insurrectionnels, couvrant la période de juin 2003 à la date de la promulgation de la loi, en ce non compris les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et le génocide ;
2. à instituer une Commission Technique par l'Ordonnance du Président de la République pour notamment finaliser le plan de désengagement, les questions de grades, d'intégration et d'encadrement des démobilisés ;
3. à décréter et à respecter le cessez-le-feu, tel que stipulé à l'article 1 ;

4. à créer une zone démilitarisée pour permettre notamment le déploiement des observateurs de la MONUC et la sécurisation du retour des déplacés ;
5. à s'abstenir de tout appui ou tout soutien militaire et logistique aux groupes armés nationaux et étrangers ou d'en requérir un appui quelconque à l'armée régulière ;
6. les signataires du présent acte d'engagement affirment que les facilitateurs internationaux sont à la fois observateurs et garants de sa bonne fin, notamment à travers la Commission Technique prévue à l'article 2.

Fait à Goma, en autant d'exemplaires que des parties, le 23 janvier 2008

POUR LE GOUVERNEMENT

- Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité
S.E. Denis Kalume Numbi

POUR LA CONFERENCE

1. Le Président de la Conférence,
Mr l'Abbé Apollinaire Malumalu
2. Le Président du Comité des Sages,
Honorable Vital Kamerhe
3. Le Coordonnateur Adjoint du Panel des Modérateurs,
Mr Azarias Ruberwa Manyua
4. Délégation du Nord-Kivu
Le Gouverneur
Mr Julien Paluku Kahongya
Le Vice-Président de l'Assemblée Provinciale,
Honorable Mukinti Baumbilia
5. Délégation du Sud-Kivu
Le Gouverneur a.i.
Mr Watunakanza B. Bernard
Le Président de l'Assemblée Provinciale
Honorable Baleke Kadudu Emile

LES FACILITATEURS INTERNATIONAUX :

- Pour les Nations-Unies : Mr Alan Doss
- Pour l'Union Européenne : Mr Roeland van de Geer
- Pour les Etats-Unis d'Amérique : Mr Tim Shortley
- Pour l'Union Africaine : Mr Pierre Yere
- Pour la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs : Mme Liberata Mulamula

LES TEMOINS NATIONAUX :

POUR LES CHEFS COUTUMIERS,

- Sud-Kivu : Mwami Kabare Rugemaninzi II Nabushi
- Nord-Kivu : Mwami Alexandre Muhindo Mukosasenge

POUR LA SOCIETE CIVILE :

- Délégation Nationale : Mr Kibiswa Kwabene Naupess
- Sud-Kivu : Mr Birhingingwa Mugabo Cyprien
- Nord-Kivu : Mr Jason Luneno Maene

POUR LE SECTEUR PRIVE :

- FEC Sud-Kivu : Mr Mudekereza Namegabe
- FEC Nord-Kivu : Mr Désiré Segahungu

POUR LES CONFESSIONS RELIGIEUSES :

- Eglise Catholique : + Théophile Kaboy
 - Eglise du Christ au Congo : Ev. Songou Nathalis
 - Eglise Orthodoxe : Pr. Fumunzanza Gimuanga
 - Eglise Kimbanguiste : Rév. Sakuameso Raphaël
 - Eglise du Réveil : Ev. Ntambwe Mumpempe
 - Communauté Islamique : Iman Rachidi Moussa
 - Eglise Indépendante du Congo : S.E. Simon Nzinga M.
 - Armée du Salut : Major Gracia Matondo
-

Ordonnance n° 08/008 du 02 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI »

Le Président de la République,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 79 et 91;

Vu l'Ordonnance n°07/017 du 03 mai 2007 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu les résolutions et recommandations pertinentes de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu appelant à la mise en place des mécanismes appropriés de suivi et de concertation post-Conférence ;

Considérant les Actes d'engagement signés à Goma en date du 23 janvier 2008, spécialement en ses dispositions relatives à la mise en place d'une Commission Technique Mixte Paix et Sécurité ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

Le Conseil des Ministres entendu en ses délibérations du 26 janvier 2008 ayant pris acte des résolutions issues de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ainsi que des Actes d'engagement susvisés ;

Sur proposition du Ministre d'Etat en charge de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité ;

ORDONNE

Article 1er :

Il est créé un Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme Amani », placé sous l'autorité du Président de la République.

La durée d'exécution du « Programme Amani » est de six mois renouvelables.

Article 2 :

Le « Programme Amani » sera exécuté dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Il a pour objectif global de créer les conditions de sécurisation, de pacification et de reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Article 3 :

L'objectif spécifique du « Programme Amani » est d'assurer l'application des résolutions et recommandations de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ainsi que des Actes d'engagement signés à Goma en date du 23 janvier 2008.

Article 4 :

Le « Programme Amani » est exécuté à travers des mécanismes spécifiques au niveau tant national que provincial.

Article 5 :

Au niveau national, le « Programme Amani » est exécuté à travers :

- le Comité de Pilotage ;
- l'Unité de Coordination ;
- le Cadre de concertation.

Article 6 :

Le Comité de Pilotage est l'Organe délibérant du « Programme Amani ».

Sous l'autorité du Président de la République, le Comité de Pilotage définit l'orientation générale et assure l'évaluation régulière du programme.

Il est composé de :

1. Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Sécurité et Décentralisation ;
2. Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale ;
3. Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants ;
4. Ministre de la Justice et Droits Humains ;
5. Ministre des Finances ;
6. Ministre du Budget ;
7. Ministre des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale ;
8. Coordonnateur National du « Programme Amani »

Article 7 :

Le Comité de Pilotage est présidé par le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité. Le Coordonnateur National du « Programme Amani » en est le Secrétaire Permanent.

Les Coordonnateurs Nationaux Adjoints assistent aux réunions du Comité de Pilotage sans voix délibérative.

Le Comité de Pilotage peut, en cas de besoin, faire appel à toute personne qu'il juge à même d'éclairer sa religion sur un point inscrit à son ordre du jour.

Article 8 :

L'Unité de Coordination est l'Organe d'exécution du Programme.

A ce titre, elle assure la gestion courante du Programme.

Elle est présidée par un Coordonnateur National assisté de 4 Coordonnateurs Nationaux Adjoints chargés respectivement d'une Commission Technique Mixte et des Commissions techniques ci-après :

- Commission Technique Mixte Paix et Sécurité ;
- Commission Technique de Pacification et Réconciliation ;
- Commission Technique de Stabilisation et reconstruction ;
- Commission Technique des Finances et projets.

Ces Commissions sont assistées chacune d'un Secrétaire Permanent.

Article 9 :

La Commission Technique Mixte Paix et Sécurité est co-présidée par un délégué du Gouvernement et un délégué de la facilitation internationale.

Elle est composée de :

- représentants du Gouvernement ;
- deux délégués du CNDP en raison d'un par sous-commission ;
- deux délégués du FRF en raison d'un par sous-commission ;
- un délégué de chacun des autres groupes armés signataires des Actes d'engagement ;
- un représentant de chaque entité de la Communauté Internationale signataire des Actes d'engagement ;
- un représentant de la SADC ;
- un représentant de la CEEAC.

Article 10

La Commission Technique Mixte Paix et Sécurité a pour mission d'examiner et de finaliser principalement les questions ci-après :

- Ordre formel aux troupes de cesser les hostilités sur tous les terrains militaires ;
- Localisation géographique des groupes armés (positions exactes sur une carte) ;
- Détermination des zones de désengagement et de tampon ;
- Demande de déploiement des observateurs de la MONUC pour surveiller le cessez-le-feu ;
- Demande de renforcement de la présence de la MONUC pour la sécurisation des civils et de l'opération de redéploiement des troupes des groupes armés vers les centres de transit ;
- Début de mise en oeuvre du plan issu du communiqué conjoint de Nairobi sur le désarmement et rapatriement des groupes armés étrangers ;
- Définition de l'itinéraire de redéploiement des groupes armés vers les centres de transit (1^{er} mouvement) et vers les centres de brassage ou de démobilisation (2^{ème} mouvement) et, en cas de nécessité, suivi de leur formation et instruction ;
- Détermination des modalités du brassage en tenant compte de la présence des groupes armés étrangers visés par le Communiqué conjoint de Nairobi du 09 novembre 2007 ;
- Demande de déploiement de la MONUC dans tous les territoires occupés par :

a) Dans la Province du Nord-Kivu :

Le CNDP, le PARECO, les Mai-Mai Kasindien, les Mai-Mai Kifuafua, les Mai-Mai Vurondo, les Mai-Mai Mongol, l'UJPS, les Mai-Mai Rwenzori et les Simba.

b) Dans la Province du Sud-Kivu :

Le FRF, Groupe Yakutumba, Groupe Zabuloni, Mai-Mai Kirikicho, PARECO/S-K, Raia Mutomboki, Mai-Mai Ny'kiriba, Mai-Mai Kapopo, Mai-Mai Mahoro, Mai-Mai Shikito, Mudundu 40, Simba Mai-Mai et Mai-Mai Rutambuka.

- Rétablissement de l'Autorité de l'Etat (Police, Administration et Justice) ;
- Intégration dans l'armée régulière ;
- Démobilisation et réinsertion sociale ;
- Respect des activités de DDR débouchant, soit sur le brassage dans le cadre de l'intégration au sein des FARDC, soit sur la démobilisation et sur la réinsertion dans le cadre d'un retour définitif à la vie civile, étape essentielle dans le processus de pacification et de sécurisation effective des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ;
- Participation, sans réserve, dans la Province du Nord-Kivu, du CNDP, du PARECO, des Mai-Mai Kasindien, des Mai-Mai Kifuafua, des Mai-Mai Vurondo, des Mai-Mai Mongol, de l'UJPS, des Mai-Mai Rwenzori et des Simba ;
et dans la Province du Sud-Kivu, des groupes armés FRF, Yakutumba, Zabuloni, Mai-Mai kirikicho, PARECO/S-K, Raia Mutomboki, Mai-Mai Ny'kiriba, Mai-Mai Kapopo, Mai-Mai Mahoro, Mai-Mai Shikito, Mudundu 40, Simba Mai-Mai et Mai-Mai Rutambuka, à la mise en oeuvre du plan d'intégration des Forces Armées de la République Démocratique du Congo, (FARDC) et au Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (PNDDR), conformément à la législation nationale.
- Communication, dès la signature des Actes d'engagement, conformément au chronogramme mis en place par la Commission ad hoc avec l'assistance de la Communauté Internationale, des listes des effectifs et des armes, ainsi que leurs emplacements.

Article 11 :

La Commission Technique Mixte Paix et Sécurité comprend deux (2) Sous-Commissions :

- la Sous-Commission Militaire Mixte;
- la Sous-Commission Humanitaire et Sociale.

Article 12 :

La Sous-Commission Militaire Mixte est chargée :

- du désengagement ;
- du brassage ;
- de la démobilisation ;
- de la réinsertion sociale.

La Sous-Commission Humanitaire et Sociale est chargée de :

- questions des déplacés internes ;
- questions des réfugiés.

Article 13

La Commission Technique de Pacification et Réconciliation a pour principale mission de créer des conditions favorables à la Paix et à la Réconciliation, de prévenir et s'il échet, de veiller au règlement pacifique des conflits entre communautés du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Article 14

La Commission Technique des Finances et Projets a pour principale mission de mobiliser et de gérer rationnellement les ressources tant internes qu'externes, en vue de l'exécution du programme en général, et de la réalisation des projets de développement des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, en particulier.

Article 15

La Commission Technique de Stabilisation et Reconstruction a pour principale mission de mobiliser les moyens humains, matériels et techniques en vue de l'exécution des plans de reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Article 16:

L'Unité de Coordination comprend en outre un Observatoire de la cohabitation intercommunautaire et un Observatoire de la gouvernance.

Article 17 :

Un cadre de concertation permet à l'unité de coordination de se réunir régulièrement avec les représentants des Institutions de la République et les représentants de la Communauté Internationale ou des partenaires au développement en vue de les éclairer sur la marche du « Programme Amani », d'obtenir d'eux des observations le cas échéant et de mobiliser les ressources nécessaires à l'exécution du Programme.

Article 18 :

Au niveau provincial, le « Programme Amani » est exécuté dans chacune des Provinces précitées, à travers :

- le Comité provincial de gestion ;
- les Commissions provinciales ;
- le Cadre provincial de concertation ;
- la Coordination provinciale de la sous-commission militaire mixte.

Article 19 :

Le Comité provincial de gestion est présidé par le Gouverneur de Province secondé par le Vice-Gouverneur de Province, avec l'assistance d'un Secrétaire Permanent.

Il est composé des catégories de membres ci-après :

- deux (2) représentants (dont une femme) par communauté de base ;
- deux (2) représentants de confessions religieuses ;
- deux (2) représentants de la Société Civile (dont une femme) ;
- deux (2) représentants du secteur privé (dont une femme).

Article 20 :

Les Commissions provinciales en charge de l'exécution du « Programme Amani » sont :

- la Commission, Sécurité et Stabilisation ;
- la Commission de développement ;
- la Commission de pacification ;
- la Commission Humanitaire et Sociale ;

Ces Commissions techniques ont chacune à sa tête un président, assisté d'un Secrétaire Permanent.

Hormis la Commission Technique, Humanitaire et Sociale, les commissions provinciales sont composées des membres désignés en raison de :

- deux (2) délégués par communauté ;
- deux (2) délégués par groupe armé.

Article 21 :

La Commission Technique, Humanitaire et Sociale est constituée de deux cellules ci-après :

- la Cellule d'accompagnement des déplacés : composée de deux délégués par communauté (dont une femme) ;
- la Cellule d'accompagnement des réfugiés : composée de deux délégués par communauté (dont une femme) et des représentants des Chefs Coutumiers.

Article 22 :

Les Commissions provinciales du programme sont chargées d'exécuter les décisions du Comité de Pilotage et de l'Unité de Coordination dans les deux Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, sous l'autorité de l'unité de coordination du programme, en concertation avec les autorités provinciales.

Article 23 :

Sous la présidence du Gouverneur de Province ou de son délégué, un cadre de concertation réunit régulièrement les responsables des Institutions au niveau provincial (Gouvernement provincial, Assemblée provinciale, Cours et Tribunaux au niveau provincial) ainsi que les partenaires au développement en vue de formuler des observations sur l'orientation et l'exécution du « Programme Amani » au niveau de la Province.

Article 24 :

Sous réserve de leurs qualités spécifiques, les membres des différentes structures prévues aux termes de la présente Ordonnance, sont nommés par le Président de la République.

Article 25 :

Les ressources du « Programme Amani » sont constituées de :

- dotations du Gouvernement Central et des Gouvernements provinciaux du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ;
- contributions des partenaires extérieurs ;
- dons et legs des personnes physiques ou morales.

Article 26 :

Toute question relative à l'organisation et au fonctionnement du « Programme Amani » non réglée par la présente Ordonnance, fera l'objet des dispositions du Règlement d'Ordre Intérieur du Programme, approuvé par le Comité de Pilotage.

Article 27:

Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité, le Ministre des Finances ainsi que le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 02 février 2008

Joseph KABILA KABANGE

Antoine GIZENGA

Le Premier Ministre,

Ordonnance n° 08/018 du 28 février 2008 portant nomination du Coordonnateur National du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI »

Le Président de la République,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 79 et 91 ;

Vu l'Ordonnance n°07/017 du 03 mai 2007 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n°07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n°08/008 du 02 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme Amani », spécialement en ses articles 8 et 24 ;

Considérant les résolutions et recommandations pertinentes de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu ainsi que les actes d'engagement signés à Goma en date du 23 janvier 2008 ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

Sur proposition du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité ;

Le Conseil des Ministres entendu en ses délibérations du 26 janvier 2008 ayant pris acte des résolutions et recommandations ainsi que des actes d'engagement susvisés ;

ORDONNE

Article 1er :

Est nommé Coordonnateur National du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, Monsieur l'Abbé Apollinaire Muholongo Malumalu.

Article 2 :

Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 28 février 2008

Joseph KABILA KABANGE

Antoine GIZENGA

Premier Ministre

Ordonnance n° 08/023 du 20 mars 2008 modifiant et complétant l'Ordonnance n° 08/008 du 02 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI »

Le Président de la République,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 79 et 91;

Vu l'Ordonnance n°07/017 du 03 mai 2007 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n°07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu les résolutions et recommandations pertinentes de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu appelant à la mise en place des mécanismes appropriés de suivi et de concertation post-Conférence ;

Considérant les Actes d'engagement signés à Goma en date du 23 janvier 2008, spécialement en ses dispositions relatives à la mise en place d'une Commission Technique Mixte Paix et Sécurité ;

Revu l'Ordonnance n° 08/008 du 02 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme Amani » ;

Sur proposition du Ministre d'Etat en charge de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

ORDONNE

Article 1er :

Les articles 8, 9, 10, 11 et 16 de l'Ordonnance n° 08/008 du 02 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme Amani », sont modifiés et complétés comme suit :

« Article 8 :

L'Unité de Coordination est l'Organe d'exécution du Programme.

A ce titre, elle assure la gestion courante du Programme.

Elle est présidée par un Coordonnateur National assisté de 4 Coordonnateurs Nationaux Adjoints chargés respectivement d'une Commission Technique Mixte et des Commissions techniques ci-après :

- Commission Technique Mixte Paix et Sécurité ;
- Commission Technique de Pacification et Réconciliation ;
- Commission Technique de Stabilisation et reconstruction ;
- Commission Technique des Finances et projets.

Les Commissions Techniques sont, chacune, présidée par un Coordonnateur National Adjoint.

En cas de nécessité, le Coordonnateur National préside les travaux de toute Commission.

L'Unité de Coordination ainsi que toutes les Commissions Techniques sont assistées chacune d'un Secrétariat Permanent.

« Article 9 :

La Commission Technique Mixte Paix et Sécurité est présidée par un délégué de la facilitation internationale et le Coordonnateur National Adjoint qui en a la charge.

En cas d'absence de ce dernier, il est remplacé par le Représentant du Gouvernement en charge de la Sous-Commission Militaire Mixte.

La Commission Technique Mixte Paix et Sécurité est composée de :

- représentants du Gouvernement ;
- deux délégués du CNDP à raison d'un par sous-commission ;
- deux délégués du FRF à raison d'un par sous-commission ;
- un délégué de chacun des autres groupes armés signataires des Actes d'engagement ;
- un représentant de chaque entité de la Communauté Internationale signataire des Actes d'engagement ;
- un représentant de la SADC ;
- un représentant de la CEEAC.
- sept délégués au Bureau Technique d'Harmonisation, à raison de deux pour le Gouvernement, deux pour le CNDP, un pour le FRF, un pour les groupes armés du Nord-Kivu et un pour les Groupes armés du Sud-Kivu.

« Article 10

La Commission Technique Mixte Paix et Sécurité a pour mission d'examiner et de finaliser principalement les questions ci-après :

- Ordre formel aux troupes de cesser les hostilités sur tous les terrains militaires ;
- Localisation géographique des groupes armés (positions exactes sur une carte) ;
- Détermination des zones de désengagement et de tampon ;
- Demande de déploiement des observateurs de la MONUC pour surveiller le cessez-le-feu ;
- Demande de renforcement de la présence de la MONUC pour la sécurisation des civils et de l'opération de redéploiement des troupes des groupes armés vers les centres de transit ;
- Début de mise en oeuvre du plan issu du communiqué conjoint de Nairobi sur le désarmement et rapatriement des groupes armés étrangers ;
- Définition de l'itinéraire de redéploiement des groupes armés vers les centres de transit (1^{er} mouvement) et vers les centres de brassage ou de démobilisation (2^{ème} mouvement) et, en cas de nécessité, suivi de leur formation et instruction ;
- Détermination des modalités du brassage en tenant compte de la présence des groupes armés étrangers visés par le Communiqué conjoint de Nairobi du 09 novembre 2007
- Demande de déploiement de la MONUC dans tous les territoires occupés par :

a) Dans la Province du Nord-Kivu :

Le CNDP, le PARECO, les Mai-Mai Kasindien, les Mai-Mai Kifuafua, les Mai-Mai Vurondo, les Mai-Mai Mongol, l'UJPS, les Mai-Mai Rwenzori et les Simba.

b) Dans la Province du Sud-Kivu :

Le FRF, Groupe Yakutumba, Groupe Zabuloni, Mai-Mai Kirikicho, PARECO/S-K, Raia Mutomboki, Mai-Mai Ny'kiriba, Mai-Mai Kapopo, Mai-Mai Mahoro, Mai-Mai Shikito, Mudundu 40, Simba Mai-Mai et Mai-Mai Rutambuka.

- Rétablissement de l'Autorité de l'Etat (Police, Administration et Justice) ;
 - Intégration dans l'armée régulière ;
 - Démobilisation et réinsertion sociale ;
 - Respect des activités de DDR débouchant, soit sur le brassage dans le cadre de l'intégration au sein des FARDC, soit sur la démobilisation et sur la réinsertion dans le cadre d'un retour définitif à la vie civile, étape essentielle dans le processus de pacification et de sécurisation effective des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ;
 - Participation, sans réserve, dans la Province du Nord-Kivu, du CNDP, du PARECO, des Mai-Mai Kasindien, des Mai-Mai Kifuafua, des Mai-Mai Vurondo, des Mai-Mai Mongol, de l'UJPS, des Mai-Mai Rwenzori et des Simba ;
- et dans la Province du Sud-Kivu, des groupes armés FRF, Yakutumba, Zabuloni, Mai-Mai kirikicho, PARECO/S-K, Raia Mutomboki, Mai-Mai Ny'kiriba, Mai-Mai Kapopo, Mai-Mai Mahoro, Mai-Mai Shikito, Mudundu 40, Simba Mai-Mai et Mai-Mai Rutambuka, à la mise en oeuvre du plan d'intégration des forces Armées de la République Démocratique du Congo, (FARDC) et au Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (PNDDR), conformément à la législation nationale .
- Communication, dès la signature des Actes d'engagement, conformément au chronogramme mis en place par la Commission ad hoc avec l'assistance de la Communauté Internationale, des listes des effectifs et des armes, ainsi que leurs emplacements.

Pour toutes ces questions, la Commission Technique Mixte Paix et Sécurité jouit d'une autonomie de délibération et de décision.

« Article 11 :

La Commission Technique Mixte Paix et Sécurité comprend deux (2) Sous-Commissions dirigées chacune par un Coordonnateur Inter-Provincial assisté d'un Secrétaire Rapporteur :

- la Sous-Commission Militaire Mixte;
- la Sous-Commission Humanitaire et Sociale.

Elle comprend en outre un Bureau Technique d'Harmonisation.

« Article 16 :

L'Unité de Coordination comprend en outre un Observatoire de la cohabitation inter-communautaire et un Observatoire de la gouvernance.

Chaque Observatoire est dirigé par un Coordonnateur assisté d'un Coordonnateur Adjoint ».

Article 2 :

Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité, le Ministre des Finances ainsi que le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente Ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

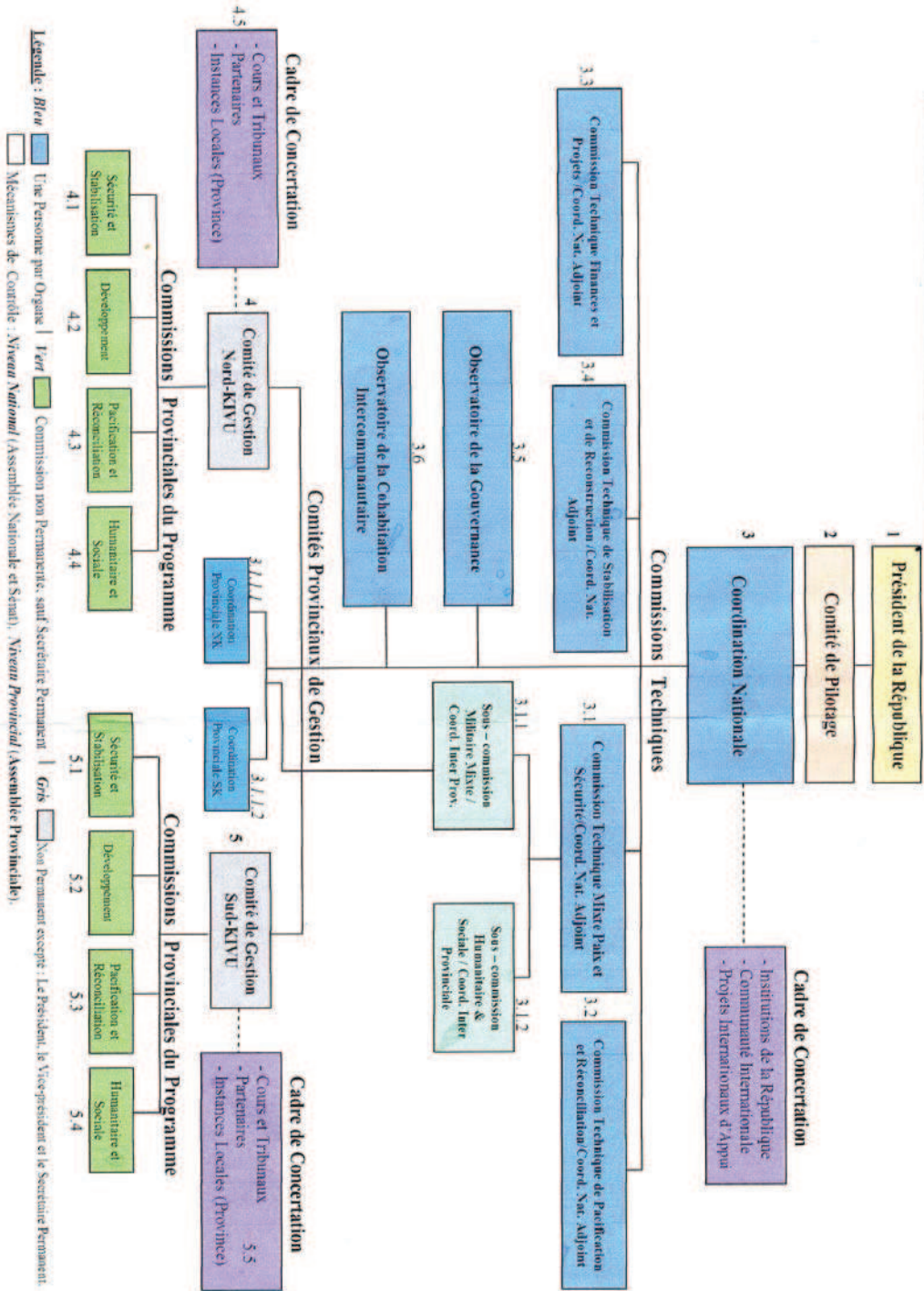
Fait à Kinshasa, le 20 mars 2008

Joseph KABILA KABANGE

Antoine GIZENGA

Premier Ministre

ORGANIGRAMME DU PROGRAMME NATIONAL DE SECURISATION, DE PACIFICATION, DE STABILISATION ET DE LA RECONSTRUCTION DU NORD ET DU SUD-KIVU PROGRAMME " AMANI "



Ordonnance n° 08/024 du 20 mars 2008 portant nomination du Secrétaire Permanent et du Secrétaire Permanent Adjoint du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI »

Le Président de la République,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 79 et 91 ;

Vu l'Ordonnance n° 07/017 du 03 mai 2007 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n° 07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Ordonnance n° 08/008 du 02 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI », spécialement en ses articles 8 et 24 ;

Considérant les résolutions et recommandations pertinentes de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ainsi que les Actes d'engagement signés à Goma en date du 23 janvier 2008 ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

Sur proposition du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

O R D O N N E

Article 1^{er} :

Sont nommés aux fonctions reprises en regard de leurs noms, les personnes ci-après :

1. Monsieur Kashongwe Mutayongwa, Secrétaire Permanent
2. Monsieur Bizima Karaha, Secrétaire Permanent Adjoint.

Article 2 :

Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 20 mars 2008

Joseph KABILA KABANGE

Antoine GIZENGA

Premier Ministre

Ordonnance n° 08/025 du 20 mars 2008 portant nomination des Coordonnateurs Nationaux Adjoints et des Secrétaires Permanents des Commissions Techniques du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI »

Le Président de la République,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 79 et 91 ;

Vu l'Ordonnance n° 07/017 du 03 mai 2007 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n° 07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Ordonnance n° 08/008 du 02 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI », spécialement en ses articles 8 et 24 ;

Considérant les résolutions et recommandations pertinentes de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ainsi que les Actes d'engagement signés à Goma en date du 23 janvier 2008 ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

Sur proposition du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

ORDONNE

Article 1er :

Sont nommées Coordonnateurs Nationaux Adjoints du « Programme Amani », en charge des Commissions Techniques, les personnes ci-après :

1. Commission Technique Mixte Paix et Sécurité :
 - Vice-Amiral Didier Etumba Longila
2. Commission Technique de Pacification et Réconciliation :
 - Monsieur Kibiswa Naupess
3. Commission Technique de Stabilisation et de Reconstruction :
 - Monsieur Emmanuel Kamanzi Runigi
4. Commission Technique Finances et Projets
 - Monsieur Hangi Binini

Article 2 :

Sont nommées Secrétaires Permanents des Commissions Techniques du « Programme Amani », les personnes ci-après :

1. Commission Technique Mixte Paix et Sécurité :
 - Monsieur René Abandi
2. Commission Technique de Pacification et Réconciliation :
 - Monsieur Clovis Munihire

3. Commission Technique de Stabilisation et de Reconstruction :
 - Monsieur Idi Mwanuke
4. Commission Technique Finances et Projets
 - Madame Kipendo Kanyole Monique

Article 3 :

Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 20 mars 2008

Joseph KABILA KABANGE

Antoine GIZENGA

Premier Ministre

Ordonnance n° 08/026 du 20 mars 2008 portant nomination du Président et des autres animateurs de la Commission Technique Mixte Paix et Sécurité du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI »

Le Président de la République,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 79 et 91 ;

Vu l'Ordonnance n° 07/017 du 03 mai 2007 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n° 07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Ordonnance n° 08/008 du 02 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI », spécialement en ses articles 8, 11 et 24 ;

Considérant les résolutions et recommandations pertinentes de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ainsi que les Actes d'engagement signés à Goma en date du 23 janvier 2008 ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

Sur proposition du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

ORDONNE

Article 1^{er} :

Est nommé Co-Président pour compte du Gouvernement :

- Vice-Amiral Didier Etumba Longila

Article 2 :

Est nommé Secrétaire Permanent :

- Monsieur René Abandi

Article 3 :

Sont nommées Coordonnateurs Inter-Provinciaux des Sous-Commissions, les personnes ci-après :

1. Sous-Commission Militaire Mixte :
 - Général de Brigade Mayala Vainqueur
2. Sous-Commission Humanitaire et Sociale :
 - Monsieur Mashako Mamba

Article 4 :

Sont nommées Secrétaires Rapporteurs des Sous-Commissions, les personnes ci-après :

1. Sous-Commission Militaire Mixte :
 - Monsieur Tabize Selemani Yengola
2. Sous-Commission Humanitaire et Sociale
 - Madame Mateshwa Kijeje

Article 5 :

Sont nommées Membres de la Commission, les personnes ci-après :

• **Gouvernement**

1. Commandant Adjoint de la 8^{ème} Région Militaire chargé des Opérations
2. Commandant de la 10^{ème} Région Militaire

• **CNDP**

1. Monsieur Jean Désiré Muiti
2. Monsieur Jean Damascène Mwigimba

• **Groupes Armés signataires du Nord-Kivu**

1. PARECO/FAP : Monsieur Ngulu Muhombo
2. Groupe MONGOL : Monsieur Félicien Miganda Garaga
3. Maï-Maï KASINDIEN : Monsieur Vita Kitambala Kimbiligiti
4. Groupe Kifuafua : Monsieur Didier Bitaki Weteshe
5. Groupe Maï-Maï VURONDO : Monsieur Kambilibaya Sindani
6. Groupe Maï-Maï SIMBA : Monsieur Hôdaf Muongo Kalinda
7. Groupe Maï-Maï RUWENZORI : Monsieur James Kasereka Matabishi
8. UJPS : Monsieur Isaac Akili Byamungu

• **FRF**

1. Monsieur Jules Dyadu
2. Monsieur Fidèle Mukiza

• **Groupes Armés signataires du Sud-Kivu**

1. Groupe YA KUTUMBA : Monsieur Asanda Mwenebatu

2. Groupe ZABULONI : Monsieur Lwiji Mudage
3. Groupe KIRIKICHO : Monsieur Longangi Kanyere
4. Groupe Maï-Maï MAHORO : Monsieur Raphaël Musimbi

5. Groupe NYIKIRIBA : Monsieur Faustin Mulonda
6. Groupe Maï-Maï SIMBA : Monsieur Jules Ziringabo
7. Groupe SHIKITO : Monsieur Richard Mukulumanya
8. Groupe Maï-Maï KAPOPO : Monsieur Isangye Byaombe
9. Groupe Maï-Maï SHABUNDA : Monsieur Georges Katindi Kamwana
10. PARECO Sud-Kivu/ Monsieur Rutambuka Salatiere
11. RAÏYA MUTOKAMBALI : Monsieur Sadiki Kangalaba
12. Groupe MUDUNDU 40 : Monsieur Zagabe Pascal

Article 6 :

Sont nommées Membres du Bureau Technique d'Harmonisation, les personnes ci-après :

• **Gouvernement**

1. Ministre Provincial de l'Intérieur Sud-Kivu
2. Ministre Provincial de l'Intérieur Nord-Kivu

• **CNDP**

1. Monsieur Kambasu Ngeve
2. Monsieur Benjamin Mbonimpa

• **Représentant des Groupes armés du Nord-Kivu**

1. Monsieur Firmin Mathe Sikuli

• **Représentant des Groupes armés du Sud-Kivu**

1. Monsieur Vincent Ndeya Mwalilwa Tambwe

• **FRF**

1. Monsieur Zébedée Gassore

Article 7 :

Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 20 mars 2008

Joseph KABILA KABANGE

Antoine GIZENGA

Premier Ministre

Ordonnance n° 08/027 du 20 mars 2008 portant nomination des membres des Comités Provinciaux de Gestion du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI »

Le Président de la République,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 79 et 91 ;

Vu l'Ordonnance n° 07/017 du 03 mai 2007 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n° 07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Ordonnance n° 08/008 du 02 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI », spécialement en ses articles 18 et 19 et 24 ;

Considérant les résolutions et recommandations pertinentes de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ainsi que les Actes d'engagement signés à Goma en date du 23 janvier 2008 ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

Sur proposition du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

ORDONNE

Article 1er :

Sont nommées Présidents des Comités Provinciaux de Gestion du « Programme Amani », les personnes ci-après :

1. Comité de Gestion du Nord-Kivu :
 - Gouverneur de la Province du Nord-Kivu
2. Comité de Gestion du Sud-Kivu :
 - Gouverneur de la Province du Sud-Kivu

Article 2 :

Sont nommées Vice-Présidents des Comités Provinciaux de Gestion du « Programme Amani », les personnes ci-après :

1. Comité de Gestion du Nord-Kivu :
 - Vice-Gouverneur de la Province du Nord-Kivu
2. Comité de Gestion du Sud-Kivu :
 - Vice-Gouverneur de la Province du Sud-Kivu

Article 3 :

Sont nommées Secrétaires Permanents des Comités Provinciaux de Gestion du « Programme Amani », les personnes ci-après :

1. Comité de Gestion du Nord-Kivu :
 - Madame Marie Shematsi
2. Comité de Gestion du Sud-Kivu :
 - Monsieur Bamwisho Bwirabuguya

Article 4 :

Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 20 mars 2008

Joseph KABILA KABANGE

Antoine GIZENGA

Premier Ministre

Ordonnance n° 08/028 du 20 mars 2008 portant nomination des Coordonnateurs et Coordonnateurs Adjoints des Observatoires du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI »

Le Président de la République,

Vu la Constitution, spécialement en ses articles 79 et 91 ;

Vu l'Ordonnance n° 07/017 du 03 mai 2007 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n° 07/075 du 20 décembre 2007 portant convocation de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Ordonnance n° 08/008 du 02 février 2008 portant organisation et fonctionnement du Programme National de Sécurisation, Pacification, Stabilisation et Reconstruction des Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, dénommé « Programme AMANI », spécialement en ses articles 16 et 24 ;

Considérant les résolutions et recommandations pertinentes de la Conférence sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ainsi que les Actes d'engagement signés à Goma en date du 23 janvier 2008 ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

Sur proposition du Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

ORDONNE

Article 1er :

Sont nommées Coordonnateurs des Observatoires du « Programme Amani », les personnes ci-après :

1. Observatoire de la Cohabitation Inter-Communautaire :

- Abbé Justin Nkunzi

2. Observatoire de la Gouvernance :

- Monsieur Katikati Muhongya

Article 2 :

Sont nommées Coordonnateurs Adjoints des Observatoires du « Programme Amani », les personnes ci-après :

1. Observatoire de la Cohabitation Inter-Communautaire :

- Monsieur Banyene Mubawa

2. Observatoire de la Gouvernance :

- Monsieur Cyprien Biringingwa

Article 3 :

Le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité est chargé de l'exécution de la présente Ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 20 mars 2008

Joseph KABILA KABANGE

Antoine GIZENGA FUNDJI

Premier Ministre
